



CAUSE TOUJOURS, ça m'intéressepas !

A la suite d'une mission confiée au député Michel DIEFENBACHER, le gouvernement souhaite mettre en place un système d'intéressement collectif dans la fonction publique.

Des discussions devraient s'ouvrir prochainement avec les seuls représentants des personnels ayant daigné signer les fumeux accords de Bercy, ce qui une nouvelle fois exclut entre autre la Fédération des fonctionnaires FO de toute discussion mais aussi de la diffusion des documents préparatoires ! Quelle drôle de conception de la démocratie sociale alors que l'administration ose parler de renouveau du dialogue social, ...Cause toujours...!

Toujours est-il que le gouvernement souhaite mettre en place un système d'intéressement collectif dans la fonction publique à l'instar de ce qui se pratique dans le privé. A la différence quand même, que dans le privé, il s'agit d'un intéressement au résultat (bénéfice), ce qui n'est pas concevable pour le service public et que les montants, dans le privé, s'apparentent plus à un mois voire plus de salaire !

Pour ce qui est du projet présenté, on est sur une base de 300 euros (par an, pas mensuel !) et il ne s'agit pas de le verser à l'ensemble des agents, puisque seuls le tiers ou le quart des agents pourraient le percevoir ! Ce qui pour FO Finances constitue une innovation majeure et originale : l'intéressement collectif individuel ! Cela ressemble toutefois fortement à ce que FO Finances avait refusé en 2004 à Bercy au ministre des finances Nicolas SARKOZY.

300 euros (bruts) par an, cela représente quand même (!) un peu moins d'1 euro par jour, ce qui toutefois double le montant de ce qui est attribué (au maximum) aux ministères de BERCY (150 euros, toujours par an). Sauf qu'aujourd'hui, l'ensemble des agents perçoivent le même montant, ce qui est bien là du collectif ! Demain, deux tiers ou trois quarts des agents de BERCY se verront amputés de leur prime de performance pour financer l'intéressement collectif... des autres : une nouvelle idée de la solidarité ! Ou plutôt, une nouvelle forme insidieuse d'individualisation des rémunérations qui introduira des relations malsaines au travail, dans un contexte de suppressions d'effectifs croissant, plutôt que d'intéresser les agents à leur travail de façon solidaire par la reconnaissance des qualifications et une augmentation régulière et justifiée de la valeur du point d'indice.

Pour la Fédération des Finances FO, faudrait voir à arrêter de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, alors cause toujours.....

Fait à Paris, le 8 juin 2009.